



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 12 avril 2002

VOIR AUSSI

◆ D'éventuels acheteurs attirés par le marché des maisons neuves

Les chantiers de construction résidentielle pourraient bien connaître une activité intense au cours des prochains mois, puisque les permis de construction résidentielle représentaient une valeur totale de 2,4 milliards de dollars en février. Il s'agit pratiquement du même niveau que le record de janvier faisant suite à celui enregistré 12 ans auparavant. Par contre, la valeur des permis dans le secteur non résidentiel est en baisse depuis plus d'un an.

◆ Les dépenses touristiques chutent au lendemain du 11 septembre

Les dépenses touristiques ont fortement chuté au cours des trois derniers mois de 2001 par rapport à la même période en 2000, les événements du 11 septembre ayant porté un coup dur à un secteur qui était déjà en proie à des difficultés. Les touristes, à la fois résidents et non résidents, ont dépensé 10,1 milliards de dollars au Canada au quatrième trimestre, en baisse de 6,3 %.

◆ L'emploi progresse le plus dans le secteur manufacturier et le commerce de détail

La rémunération hebdomadaire moyenne était de 671,78 \$ en janvier dernier, en hausse de 1,7 % par rapport à janvier 2001. Cette progression surpasse légèrement celle de 1,3 % de l'Indice des prix à la consommation au cours de la même période. Quant au nombre de salariés inscrits sur les listes de paye, il a augmenté de 0,2 % et la majeure partie de cette hausse a eu lieu dans le secteur manufacturier et le commerce de détail.

◆ Moins de cas de jeunes impliqués dans les crimes contre les biens

Selon les données de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse, le volume de causes impliquant des jeunes continue de diminuer, et ce, en raison d'une baisse de 23 % du nombre de cas relatifs à des crimes contre les biens entre 1996-1997 et 2000-2001.

L'emploi affiche la plus forte progression trimestrielle en 15 ans

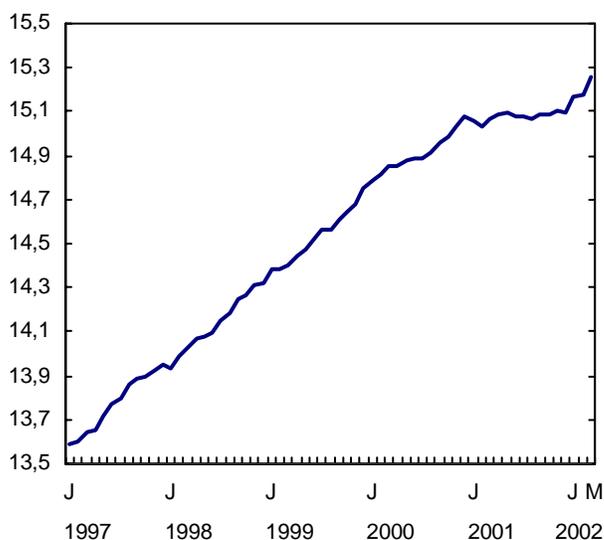
Le nombre d'emplois a bondi de 88 000 en mars, portant les gains au cours des trois premiers mois de l'année à 170 000, soit la progression trimestrielle la plus importante depuis 1987. La plus forte croissance est survenue dans le secteur de la gestion d'entreprises, des services administratifs et autres services de soutien, où 27 000 personnes de plus y travaillaient. Le taux de chômage est passé de 7,9 % à 7,7 %.

Les employeurs du commerce de gros et de détail ont embauché 18 000 travailleurs de plus en mars, portant la croissance annuelle à 4,1 % par rapport à mars 2001. Le nombre d'emplois dans l'agriculture s'est accru de 12 000, et plus de la moitié de cette hausse a été enregistrée au Québec, probablement en raison du temps exceptionnellement doux.

L'emploi dans la finance, les assurances, l'immobilier et la location a légèrement progressé en mars (+12 000), demeurant presque inchangé depuis environ un an. Cependant, l'emploi dans

Emploi

Millions, données désaisonnalisées



(suite à la page 2)



L'emploi affiche... (suite de la page 1)

le secteur du transport et de l'entreposage a fléchi de 10 000, poursuivant une tendance à la baisse amorcée en septembre.

Pratiquement toute la croissance de l'emploi était concentrée dans le secteur privé, avec 87 000 nouveaux postes, tandis que le travail autonome et l'emploi dans le secteur public ont peu varié.

L'emploi à temps partiel a progressé de 48 000, et l'emploi à temps plein, de 40 000. Chez les jeunes, une hausse de 19 000 emplois a été enregistrée, dont 16 000 à temps plein. Le taux de chômage des jeunes n'a pas varié en mars, se fixant à 13,7 %.

Chez les hommes, on a compté 45 000 emplois de plus en mars, la plupart à temps plein. Le taux de chômage des hommes est passé de 7,2 % à 6,8 %. L'emploi à temps partiel a progressé de 32 000 chez les femmes, mais cette progression a été contrebalancée par une légère baisse de l'emploi à temps plein, d'où une augmentation nette de 24 000. En raison d'une hausse

de l'activité sur le marché du travail, le taux de chômage des femmes est passé de 6,1 % à 6,2 %.

L'emploi au Québec a progressé de 32 000 en mars, portant les gains à 69 000 depuis le début de l'année. Une grande partie de cette progression a eu lieu dans le secteur du commerce (+20 000). Le taux de chômage dans la province est passé de 9,3 % à 8,9 %.

En Ontario, 17 000 emplois ont été créés, tous à plein temps, portant à 44 000 la croissance de l'emploi depuis le début de l'année. Malgré ces gains, toutefois, le taux de chômage a peu varié, se fixant à 7,0 %, en raison d'une activité accrue sur le marché du travail.

En Colombie-Britannique, le nombre d'emplois a augmenté de 11 000 en mars, contrebalançant ainsi une baisse similaire survenue en février. L'activité sur le marché du travail s'étant aussi accrue, le taux de chômage est passé de 8,8 % à 9,0 %.

L'Alberta aussi a enregistré une hausse de 11 000, neutralisant ainsi complètement la baisse survenue en février. Le taux de chômage y a diminué de 0,1 point de pourcentage pour passer à 5,0 %. Un accroissement de 7 000 emplois est survenu au Manitoba, portant la progression globale à 13 000 depuis le mois d'août. Grâce à l'augmentation enregistrée en mars, le taux de chômage de la province est passé de 5,8 % à 5,0 %.

L'emploi au Nouveau-Brunswick s'est accru de 6 000 en mars, et le taux de chômage est passé de 11,2 % à 10,4 %. L'emploi dans cette province est à la hausse depuis juillet. Terre-Neuve-et-Labrador a enregistré une croissance de 3 000 emplois en mars, ramenant le taux de chômage de 17,8 % à 16,6 %. L'emploi a peu varié dans le reste du pays.

*Un résumé plus détaillé, **Information : population active pour la semaine se terminant le 16 mars** (Internet : 71-001-PIB, 8 \$ / 78 \$; papier : 71-001-PPB, 11 \$ / 103 \$), est maintenant en vente. Pour des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (courriel : travail@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Martin Tabi au (613) 951-5269, Division de la statistique du travail. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 7.)*

Enquête sur la population active, mars 2002

Données désaisonnalisées¹

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
Canada	16 533,1	0,4	15 260,1	0,6	1 273,0	7,7
Terre-Neuve-et-Labrador	257,6	0,0	214,8	1,4	42,8	16,6
Île-du-Prince-Édouard	75,7	-1,7	66,3	0,5	9,4	12,4
Nouvelle-Écosse	470,2	-0,2	424,7	0,4	45,5	9,7
Nouveau-Brunswick	387,5	0,7	347,1	1,6	40,3	10,4
Québec	3 901,1	0,4	3 555,2	0,9	345,9	8,9
Ontario	6 466,6	0,4	6 014,2	0,3	452,4	7,0
Manitoba	597,4	0,4	567,3	1,2	30,1	5,0
Saskatchewan	504,2	-0,2	475,2	-0,2	29,0	5,8
Alberta	1 742,1	0,6	1 655,7	0,7	86,4	5,0
Colombie-Britannique	2 130,8	0,8	1 939,7	0,6	191,2	9,0

1. Les données s'appliquent aux hommes et aux femmes âgés de 15 ans et plus.

L'Enquête sur la population active dans CANSIM

Une nouvelle collection de tableaux de l'*Enquête sur la population active* (EPA) figure maintenant pour la première fois dans CANSIM, la base de données en ligne de Statistique Canada. Cette collection d'envergure comprend 93 tableaux, soit 1,4 million de séries.

Ces nouveaux tableaux comportent des données sur : la rémunération horaire et hebdomadaire par branche d'activité et profession, les niveaux d'emploi par affiliation syndicale, la permanence de l'emploi, les personnes embauchées et les cessations d'emploi, le cumul d'emplois et la taille de l'établissement; les niveaux d'emploi selon la branche d'activité et la profession, pour le secteur public et le secteur privé, selon l'emploi à temps plein ou à temps partiel et les caractéristiques de la population active pour les villes métropolitaines, les régions économiques, les villes de taille moyenne et les régions rurales et urbaines; les heures habituelles et les heures effectivement travaillées, les heures supplémentaires, les heures de travail perdues et les jours de travail perdus pour des raisons personnelles; le niveau de scolarité atteint, l'activité des étudiants sur le marché du travail pendant l'année scolaire et les mois d'été, la durée du chômage et les méthodes de recherche d'emploi.

Les tableaux 282-0001 à 282-0086 présentent des moyennes mensuelles et annuelles non désaisonnalisées. Les nouvelles séries désaisonnalisées de l'EPA comprennent les tableaux 282-0087 à 282-0093. Pour plus de renseignements, communiquez avec Jacques Ouellet au (613) 951-4168 ou avec le Service à la clientèle en composant sans frais le 1 866 873-8788 (courriel : travail@statcan.ca), Division de la statistique du travail.

D'éventuels acheteurs attirés par le marché des maisons neuves

Les chantiers de construction résidentielle pourraient bien connaître une activité intense au cours des prochains mois, puisque les permis de construction résidentielle émis par les municipalités représentaient une valeur totale de 2,4 milliards de dollars en février. Il s'agit pratiquement du même niveau que le record de janvier faisant suite à celui enregistré 12 ans auparavant.

La rareté des logements sur le marché de la location ou de la vente, le niveau bas des taux hypothécaires et la confiance élevée des consommateurs ont attiré les acheteurs éventuels vers le marché des maisons neuves.

Ce n'est toutefois pas le cas dans le secteur non résidentiel, où la valeur totale des permis de construction s'élevait à 1,3 milliard de dollars en février, en baisse de 10,8 % par rapport à janvier, en raison surtout d'un recul considérable des intentions de construction dans le secteur commercial.

Dans l'ensemble, la valeur globale des permis de construction délivrés par les municipalités a reculé, les intentions de construction non résidentielle ayant atteint leur plus bas niveau au cours des 21 derniers mois. La valeur totale des permis de construction s'élevait à 3,7 milliards de dollars, en baisse de 4,2 % par rapport à janvier. Cependant, le total de février est de 11,5 % supérieur au niveau mensuel moyen de 2001.

Valeur des permis de construction selon la région métropolitaine de recensement

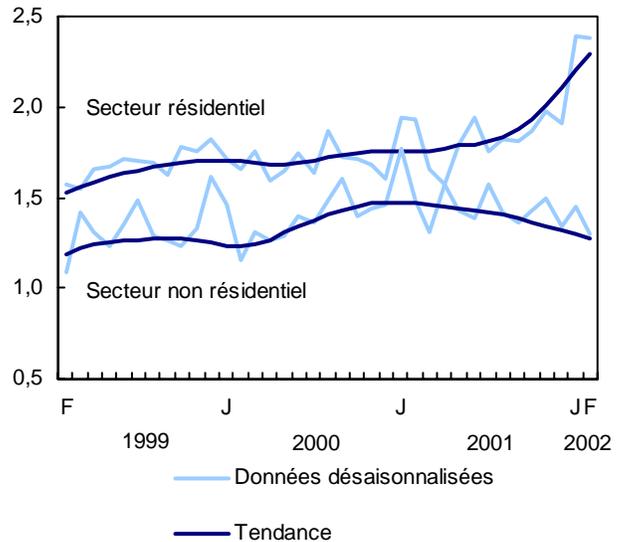
Données désaisonnalisées

	Février 2002 ^p	Janvier à février 2002	Janvier à février 2001	Janvier-février 2001 à janvier-février 2002
	Millions de dollars	Variation en %	Millions de dollars	Variation en %
St. John's	14,8	-5,8	23,8	28,0
Halifax	40,8	0,7	45,1	80,0
Saint John	6,4	-17,7	10,3	37,7
Chicoutimi- Jonquière	6,0	11,8	13,3	-14,3
Québec	52,8	57,6	129,1	-33,2
Sherbrooke	29,3	87,4	16,2	177,3
Trois-Rivières	5,2	-55,6	14,8	13,5
Montréal	349,9	-26,8	879,5	-5,8
Hull	26,4	-54,6	87,0	-2,7
Ottawa	132,4	73,6	325,2	-35,8
Kingston	10,0	-30,2	26,5	-8,3
Oshawa	68,2	86,8	88,3	18,6
Toronto	583,9	-29,7	1 889,4	-25,1
Hamilton	119,1	65,9	169,1	12,8
St. Catharines-Niagara	29,5	-19,6	60,1	10,4
Kitchener	104,9	47,2	119,7	47,2
London	49,4	-15,7	86,0	25,7
Windsor	86,0	102,3	85,3	50,7
Sudbury	3,9	104,6	8,3	-30,1
Thunder Bay	48,3	758,3	10,6	409,5
Winnipeg	40,9	-2,0	69,4	18,9
Regina	10,2	-36,6	29,9	-12,2
Saskatoon	48,1	98,6	39,0	85,6
Calgary	214,5	11,7	331,1	22,8
Edmonton	121,0	-32,2	196,6	52,3
Abbotsford	19,2	90,5	31,4	-6,7
Vancouver	276,2	37,0	492,3	-2,9
Victoria	49,5	73,3	60,9	28,3

p. Données provisoires.

Valeur des permis de construction

Milliards de dollars



Après avoir atteint un niveau record en janvier, la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux — la principale composante du secteur de l'habitation — a baissé de 2,8 %, pour atteindre 1,8 milliard de dollars. Par contre, la valeur totale des permis de construction de logements multifamiliaux s'élevait à 605 millions de dollars en février, en hausse de 8,2 %.

Dans le secteur résidentiel, les niveaux cumulatifs enregistrés en 2002 dans chacune des dix provinces ont dépassé les niveaux atteints durant la même période en 2001. Les hausses de valeur des permis de construction de logements unifamiliaux ont contribué le plus à ces progressions, sauf à Terre-Neuve-et-Labrador et en Saskatchewan.

La valeur des permis de construction a fléchi dans le secteur non résidentiel en février, à la suite de la léthargie survenue dans la composante commerciale, où les intentions de construction ont chuté de 27,2 % pour s'établir à 584 millions de dollars, après avoir progressé de 21,0 % en janvier.

La valeur des permis de construction non résidentielle s'élevait à 2,7 milliards de dollars de janvier à la fin de février, en baisse de 15,2 % par rapport à la même période en 2001.

Plusieurs indicateurs permettent d'expliquer la tendance à la baisse qui continue de marquer le secteur non résidentiel. D'après les dernières données, le secteur industriel a fonctionné à 80,3 % de sa capacité au quatrième trimestre de 2001, ce qui représente la sixième baisse trimestrielle d'affilée. De même, le recul des bénéfices s'est répercuté sur les intentions de construction non résidentielle.

Le numéro de février 2002 de *Permis de bâtir* (Internet : 64-001-XIF, 14 \$ / 145 \$) vient de paraître. Pour des renseignements généraux, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 (courriel : clarver@statcan.ca) ou composez sans frais le 1 800 579-8533. Pour des questions analytiques, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (courriel : saineti@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

Les dépenses touristiques chutent au lendemain du 11 septembre

Les dépenses touristiques ont fortement chuté au cours des trois derniers mois de 2001 par rapport à la même période en 2000, les événements du 11 septembre ayant porté un coup dur à un secteur qui était déjà en proie à des difficultés.

Les touristes, à la fois résidents et non résidents, ont dépensé 10,1 milliards de dollars au Canada au cours du quatrième trimestre, en baisse de 6,3 %. Il s'agit de la plus forte baisse d'une année à l'autre depuis que la collecte des données sur les dépenses touristiques trimestrielles a commencé il y a 15 ans. (Ces données sont exprimées en prix courants et non désaisonnalisées.)

En outre, pour la première fois, les dépenses touristiques totales au quatrième trimestre de l'an dernier étaient en deçà du niveau observé au cours des mois d'hiver du premier trimestre de l'année, où les dépenses sont habituellement les plus faibles. Le recul enregistré au quatrième trimestre était probablement lié aux attentats terroristes du 11 septembre. Cependant, le secteur touristique canadien souffrait d'un marasme bien avant ces événements.

Toutes les grandes catégories de dépenses ont enregistré une baisse, surtout celles de l'hébergement et du transport, où les dépenses ont reculé de 13,3 % et 9,0 %, respectivement. Rien que dans le transport aérien, les touristes ont dépensé 11,2 % de moins au quatrième trimestre.

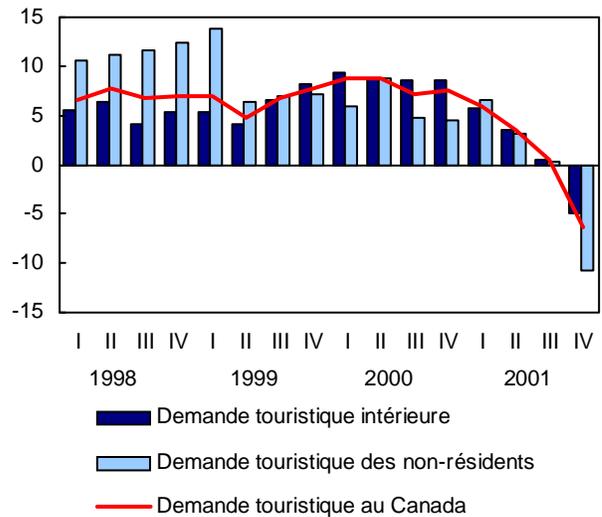
Les touristes non résidents ont dépensé 2,4 milliards de dollars au Canada, en baisse de 10,8 %. Pourtant, ces dépenses représentaient 23 % des dépenses totales au quatrième trimestre de 2001. Cela s'explique en grande partie par la baisse du nombre de visiteurs au Canada. Celui-ci a en effet diminué d'environ 17 % par rapport au quatrième trimestre de 2000.

Les dépenses touristiques des Canadiens au pays ont aussi diminué au cours des trois derniers mois de l'année. Les Canadiens ont dépensé 7,7 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2001, en baisse de 4,9 % par rapport à la même période de 2000. Ils ont aussi réduit de presque 23 % leurs voyages à l'étranger. Les voyages de même jour et d'une nuit ou plus aux États-Unis ont baissé presque au même rythme que les voyages des Américains au Canada.

En termes annuels, les touristes ont dépensé un peu plus de 44,3 milliards de dollars au Canada en 2001, en baisse de 0,1 % par rapport à l'année précédente. Les dépenses ont diminué dans trois des quatre trimestres de l'année. Les dépenses des non-

Dépenses touristiques au Canada

Variation en %, d'une année à l'autre
Données non désaisonnalisées, aux prix courants

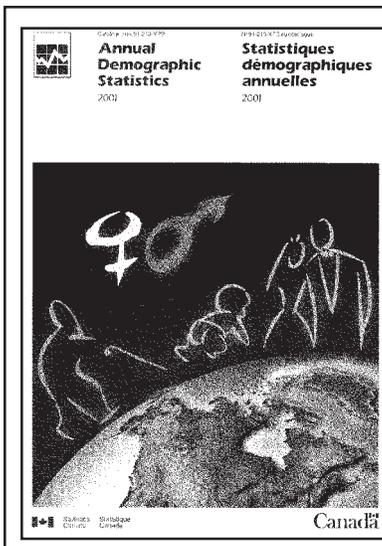


résidents ont chuté de 1,3 %, tandis que les dépenses des Canadiens ont progressé de 0,4 %.

Plusieurs facteurs, tels que le ralentissement de l'économie mondiale, la valeur continuellement élevée du dollar américain par rapport au dollar canadien ainsi que les événements du 11 septembre, se seraient répercutés sur le secteur touristique au cours de l'année écoulée.

La part des dépenses totales revenant aux non-résidents s'est établie à 29,7 %, contre 70,3 % pour les Canadiens. Ces proportions sont demeurées pratiquement les mêmes pour la deuxième année consécutive, contrairement aux dix années précédentes où celle des non-résidents avait constamment progressé depuis que le niveau de 22 % a été atteint en 1989.

Le numéro du quatrième trimestre de 2001 des **Indicateurs nationaux du tourisme** (Internet : 13-009-XIB, gratuit) se trouve dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous Nos produits et services, Publications gratuites, puis Comptes nationaux. Pour commander la version imprimée (13-009-XPB, gratuit), communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3640 (courriel : iead-info-dcrd@statcan.ca).



Statistiques démographiques annuelles

L'édition 2001 des *Statistiques démographiques annuelles* comprend les plus récentes estimations et projections (allant jusqu'à 2006) par groupe d'âge et par sexe ainsi que des statistiques sur les naissances, les décès et les migrations. Elle comprend aussi des statistiques sur les familles de recensement, les mariages et les divorces.

Un CD-ROM, inclus dans la publication, comporte davantage de données. Les séries chronologiques remontent à 1971 pour les provinces et les territoires et à 1986 pour les régions métropolitaines de recensement et les divisions de recensement. Le CD-ROM comporte des projections démographiques ainsi que des pyramides d'âge animées donnant un aperçu du vieillissement démographique. Ces séries sont faciles à saisir et à réorganiser pour faire des analyses démographiques personnalisées. Les chiffres de population peuvent être utilisés pour calculer des taux par habitant pour des analyses de marché, des analyses quantitatives ou encore à des fins de planification.

L'édition de 2001 des *Statistiques démographiques annuelles* (papier : 91-213-XPB, 125 \$, avec CD-ROM; Internet : 91-213-XIB, 56 \$, sans CD-ROM) est en vente. Pour en savoir plus, communiquez avec Lise Champagne au (613) 951-2320 (courriel : lise.champagne@statcan.ca), Division de la démographie.

L'emploi progresse le plus dans le secteur manufacturier et le commerce de détail

La rémunération hebdomadaire moyenne était de 671,78 \$ en janvier dernier, en hausse de 1,7 % par rapport à janvier 2001. Cette progression surpasse légèrement celle de 1,3 % de l'Indice des prix à la consommation au cours de la même période. Toutefois, la rémunération hebdomadaire en janvier n'a guère varié par rapport à décembre.

La croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne d'une année à l'autre a considérablement varié selon la catégorie

Rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des branches d'activité, janvier 2002

Données désaisonnalisées

	Dollars	Variation mensuelle en %	Variation annuelle en %
Canada	671,78	0,1	1,7
Terre-Neuve-et-Labrador	615,27	0,3	2,7
Île-du-Prince-Édouard	533,08	1,2	2,2
Nouvelle-Écosse	580,36	0,7	2,1
Nouveau-Brunswick	596,41	-0,3	1,0
Québec	633,55	0,4	2,0
Ontario	716,52	0,1	2,0
Manitoba	596,93	-0,3	1,9
Saskatchewan	603,17	0,0	1,5
Alberta	694,56	0,3	2,8
Colombie-Britannique	665,12	-0,3	0,0
Yukon	762,63	0,9	2,4
Territoires du Nord-Ouest ¹	869,24	-0,1	2,4
Nunavut ¹	780,15	-0,6	-0,1

1. Données non désaisonnalisées.

d'employés. Les employés rémunérés à l'heure ont connu la plus forte hausse de la rémunération par rapport à janvier 2001 (+3,8 %). Par contre, les employés à salaire fixe ont enregistré une plus modeste croissance de la rémunération au cours de la même période (+0,9 %), tandis que les autres salariés, tels que les employés rémunérés à la commission, ont enregistré une faible baisse de la rémunération (-0,5 %).

La rémunération horaire moyenne pour les salariés rémunérés à l'heure s'est établie à 17,03 \$ en janvier. Ce niveau est pratiquement inchangé par rapport à décembre. La moyenne hebdomadaire des heures de travail a augmenté de 0,1 heure par rapport à décembre pour s'établir à 32,1 heures, tandis que la moyenne des heures supplémentaires n'a guère varié.

En janvier, le nombre de salariés inscrits sur les listes de paye s'est accru de 0,2 % ou 27 000. L'augmentation de l'emploi a été surtout concentrée dans les secteurs manufacturier et du commerce de détail, qui ont chacun engagé 9 000 employés de plus.

À l'échelle provinciale, l'Ontario et l'Alberta ont enregistré les plus fortes hausses d'emploi (+12 000 et +8 000, respectivement). En Ontario, l'emploi a surtout progressé dans les secteurs des biens durables et de l'hébergement et des services de restauration, tandis que l'Alberta a connu une forte hausse de l'emploi dans le secteur de la construction. En Colombie-Britannique, c'est le secteur de la construction qui a affiché la plus forte progression. Au Québec, le secteur manufacturier a enregistré une hausse de près de 10 000 emplois, dont 3 000 étaient liés à la fin de la grève dans le textile et 5 000 étaient dus à la réouverture des scieries.

*Des données détaillées paraîtront bientôt dans la publication mensuelle **Emploi, gains et durée du travail** (Internet : 72-002-XIB, 24 \$ / 240 \$). Pour des renseignements généraux, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (courriel : travail@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Robert Frindt au (613) 951-4069, Division de la statistique du travail.*

Accès aux données à distance : un service en ligne pour la recherche et l'analyse

Service en ligne unique pour la recherche et l'analyse des données de Statistique Canada sur l'éducation, l'Accès aux données à distance (ADD) est un projet pilote du Centre de la statistique de l'éducation. Ce programme permet aux chercheurs d'écrire et de tester leurs propres programmes informatiques à l'aide d'un fichier contenant des données artificielles. Les chercheurs peuvent ensuite envoyer ces programmes à Statistique Canada par Internet. Les programmes seront exécutés sur le fichier de microdonnées et les résultats seront retournés au client.

Ce service est une solution de remplacement des centres de données de recherche et des bureaux régionaux, qui ne sont pas toujours accessibles aux chercheurs. Le seul fichier d'enquête actuellement disponible est celui de l'Enquête sur l'éducation et la formation des adultes de 1998. Cependant, l'ADD inclura bientôt le Programme international pour le suivi des acquis des élèves de 2000 et l'Enquête auprès des jeunes en transition de 2000.

*Le service **Accès aux données à distance** (81C0051) est actuellement accessible gratuitement, mais après une évaluation de trois à six mois, des frais minimaux seront exigés. L'ADD est disponible pour tous les chercheurs dans la mesure où leur proposition de recherche est approuvée par Statistique Canada. Voir (http://www.statcan.ca/francais/edu/rda/index_f.htm). À la page d'accueil du site de Statistique Canada (www.statcan.ca), cliquez sur Ressources éducatives, puis Postsecondaire et Accès aux données à distance. Pour en savoir plus, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-7608, ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (courriel : educationstats@statcan.ca), Centre de la statistique de l'éducation.*

Moins de cas de jeunes impliqués dans les crimes contre les biens

Selon les données de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse, le volume de causes impliquant des jeunes continue de diminuer en raison d'une baisse importante du nombre de cas relatifs à des crimes contre les biens.

Les tribunaux de la jeunesse ont entendu 99 590 causes au cours de l'exercice 2000-2001, en baisse de 10 % par rapport à 1996-1997. Durant cette période, le nombre de cas relatifs à des crimes contre les biens a fléchi de 23 % pour s'établir à 40 023, tandis que le nombre de cas relatifs à des crimes contre la personne a reculé de 6 % pour atteindre 21 760.

Les crimes contre les biens ont représenté 40 % de l'ensemble des causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse, tandis que les crimes contre la personne en ont constitué 22 %. Environ la moitié de ceux-ci avaient trait à des voies de fait simples, qui comprennent le fait de pousser ou de gifler une personne, de lui donner des coups de poing ou de proférer des menaces verbales

Causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse selon la catégorie principale d'infraction

Catégorie d'infraction	1996-1997	2000-2001	1996-1997 à 2000-2001
	nombre		var. en %
Total des causes	110 065	99 590	-10
Infractions contre la personne	23 044	21 760	-6
Infractions contre les biens	51 767	40 023	-23
Autres infractions au <i>Code criminel</i>	18 285	18 264	0
Infractions relatives à la drogue	5 353	6 967	30
Infractions à la <i>Loi sur les jeunes contrevenants</i>	11 335	12 447	10
Infractions aux autres lois fédérales	281	129	-54

en face à face. Les autres infractions au *Code criminel* représentaient 18 % des causes et les infractions à la *Loi sur les jeunes contrevenants*, 12 %.

On a dénombré 6 967 causes d'infractions relatives aux drogues, en hausse de 30 % par rapport à 1996-1997. Malgré cette augmentation, ces causes n'ont formé que 7 % du volume total des cas en 2000-2001.

Les taux des causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse sont les plus élevés dans l'ouest du Canada. Les tribunaux de la jeunesse en Saskatchewan ont enregistré un taux de 946 causes pour 10 000 jeunes, suivis de ceux du Manitoba et de l'Alberta (667 et 632, respectivement). Pour ces trois provinces, le taux a été largement supérieur à la moyenne nationale de 403. Les taux les plus faibles ont été enregistrés à l'Île-du-Prince-Édouard, au Québec et en Colombie-Britannique.

L'enquête concernait des jeunes âgés de 12 à 17 ans. Les jeunes âgés de 16 et 17 ans ont comparu plus souvent devant les tribunaux de la jeunesse. Ils ont représenté 51 % des causes en 2000-2001. Les jeunes âgés de 15 ans ont constitué 22 % des causes et ceux âgés de 12 à 14 ans, 25 %.

En 2000-2001, 60 % des causes entendues par les tribunaux de la jeunesse se sont soldées par un verdict de culpabilité. La probation a été la peine la plus sévère dans 48 % de ces causes. Une peine de garde en milieu ouvert ou fermé a été ordonnée dans environ le tiers des causes aboutissant à une condamnation.

En 2000-2001, les récidivistes, c'est-à-dire les jeunes ayant encouru au moins une condamnation antérieure, ont représenté 21 % des causes avec condamnation.

Le numéro du Juristat : statistiques sur les tribunaux de la jeunesse, 2000-2001, vol. 22, n° 3 (Internet : 85-002-XIF, 8 \$/70 \$; papier : 85-002-XPF, 10 \$/93 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services d'information à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.



Structure des industries canadiennes : tranches de revenus

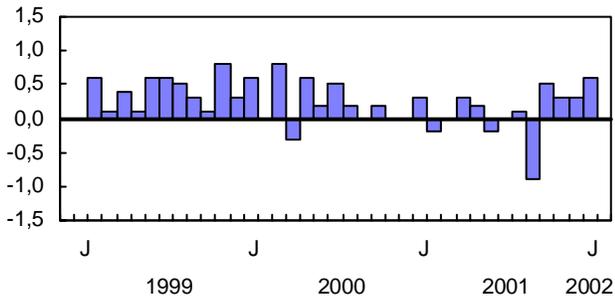
Un nouveau CD-ROM intitulé *Structure des industries canadiennes : tranches de revenus* donne des comptes d'établissements par tranche de revenu. Les clients peuvent dorénavant analyser les entreprises par industrie, revenu et lieu géographique. Les tableaux sont présentés par province, territoire, région métropolitaine de recensement et par agglomération de recensement.

La Structure des industries canadiennes : tranches de revenus (CD-ROM : 61F0102XCB) couvre la période de référence de décembre 2000. Les coûts d'extraction varient entre 200 \$ et 1 000 \$, selon la complexité de la demande. Pour plus de renseignements, communiquez avec Beau Cinnamon au (613) 951-9021 ou avec France Couture au (613) 951-0389 (courriel : brdinfore@statcan.ca), Registre des entreprises.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

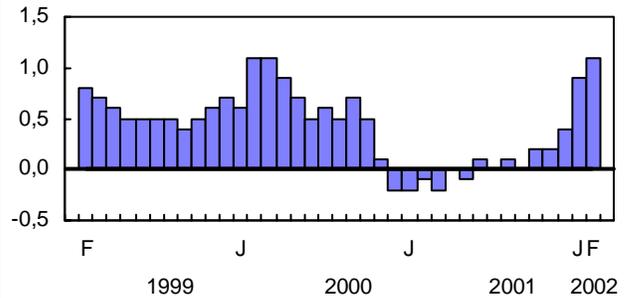
Variation mensuelle en %



L'activité économique globale a progressé de 0,6 % en janvier, après avoir augmenté de 0,3 % en décembre.

Indice composite

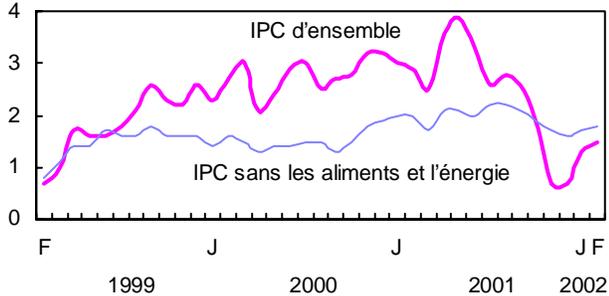
Variation mensuelle en %



L'indicateur avancé a progressé de 1,1 % en février. La demande des ménages a continué de se raffermir, tandis que le secteur manufacturier traînait encore derrière.

Indice des prix à la consommation

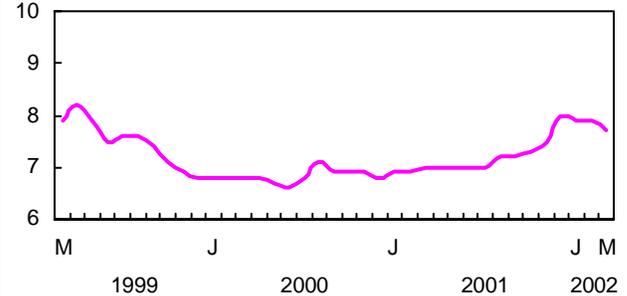
Variation annuelle en %



En février, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 1,5 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 1,8 %.

Taux de chômage

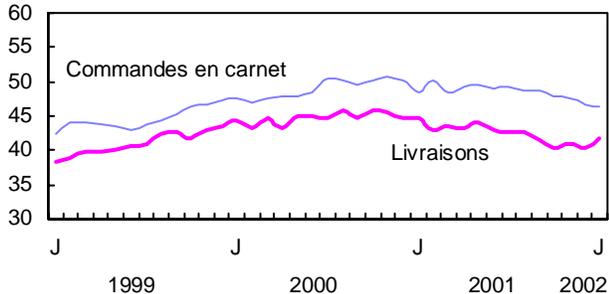
%



En mars, le taux de chômage a baissé de 0,2 point de pourcentage pour s'établir à 7,7 %.

Fabrication

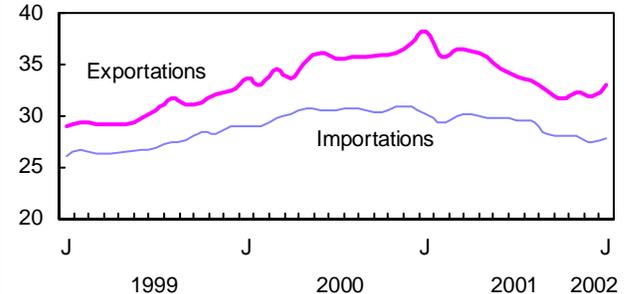
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont augmenté de 3,1 % en janvier, pour totaliser 41,7 milliards de dollars. Les commandes en carnet ont baissé de 0,8 % pour se fixer à 46,4 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En janvier, les exportations ont grimpé de 3,1 % pour se fixer à 33,0 milliards de dollars. Les importations ont augmenté de 1,6 % pour se fixer à 27,9 milliards de dollars.

Note: Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1997) ¹	janvier	948,4	0,6 %	1,0 %
Indice composite (1992 = 100)	février	170,9	1,1 %	2,6 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	4 ^e trim. de 2001	33,8	-5,6 %	-29,9 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%) ²	4 ^e trim. de 2001	80,3	-1,2 †	-4,8 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	janvier	25,3	1,1 %	6,4 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	janvier	146,3	0,0 %	11,6 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	janvier	33,3	2,0 %	3,0 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	mars*	15,3	0,6 %	1,3 %
Taux de chômage (%)	mars*	7,7	-0,2 †	0,7 †
Taux d'activité (%)	mars*	66,6	0,2 †	0,5 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	janvier	671,78	0,14 %	1,74 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	mars	126	1,6 %	-25,0 %
Prestataires ordinaires d'assurance-emploi (en milliers)	janvier	559,2	0,4 %	15,1 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	janvier	33,0	3,1 %	-13,9 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	janvier	27,9	1,6 %	-7,3 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	janvier	5,1	0,6	-3,1
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	janvier	41,7	3,1 %	-6,7 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	janvier	41,3	3,9 %	-3,3 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	janvier	46,4	-0,8 %	-4,0 %
Ratio des stocks aux livraisons	janvier	1,49	-0,05	0,04
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	février	116,9	0,6 %	1,5 %
Indice des prix des produits industriels (1997 = 100)	février	106,4	0,3 %	-1,4 %
Indice des prix des matières brutes (1997 = 100)	février	105,1	2,2 %	-12,3 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	février*	108,3	0,7 %	3,2 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

1. 1997 remplace 1992 comme année de base pour l'estimation du produit intérieur brut par industrie. En outre, l'évaluation au coût des facteurs a été remplacée par une évaluation aux prix de base.
2. Le calcul du taux d'utilisation de la capacité de production est maintenant basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997, qui remplace la Classification type des industries de 1980.

Infomat

Revue hebdomadaire

Rédactrice en chef : Lahouaria Yssaad, (613) 951-0627, lahouaria.yssaad@statcan.ca.
 Chef de la Diffusion officielle : Madeleine Simard, (613) 951-1088, madeleine.simard@statcan.ca.

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2002. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 4 au 10 avril 2002

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
Intégration des marchés des bovins du Canada et des États-Unis	1972 à 1999	21-601-MIF02053	gratuit
La revue des céréales et des graines oléagineuses	janvier 2002	22-007-XIB	11/112
La revue des céréales et des graines oléagineuses	janvier 2002	22-007-XPB	15/149
BALANCE DES PAIEMENTS ET FLUX FINANCIERS			
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	janvier 2002	67-002-XIB	14/132
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	janvier 2002	67-002-XPB	18/176
DIVISION DES COMPTES DES REVENUS ET DES DÉPENSES			
Indicateurs nationaux du tourisme	4 ^e trim. de 2001	13-009-XIB	gratuit
Indicateurs nationaux du tourisme	4 ^e trim. de 2001	13-009-XPB	gratuit
DÉMOGRAPHIE			
Statistiques démographiques annuelles	2001	91-213-XIB	56
Statistiques démographiques annuelles	2001	91-213-XPB	125
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Ciment	février 2002	44-001-XIB	5/47
Statistiques du charbon et du coke	janvier 2002	45-002-XIB	9/85
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL			
Permis de bâtir	février 2002	64-001-XIF	14/145
MESURES ET ANALYSE DES INDUSTRIES			
Produit intérieur brut par industrie	janvier 2002	15-001-XIF	11/110
REGISTRE DES ENTREPRISES			
Structure des industries canadiennes : tranches de revenus	décembre 2000	61F0102XCB	variés
STATISTIQUE DU TRAVAIL			
Information population active, pour la semaine se terminant le 23 mars 2002		71-001-PIB	8/78
Information population active, pour la semaine se terminant le 23 mars 2002		71-001-PPB	11/103
STATISTIQUE SOCIALE, DU LOGEMENT ET DES FAMILLES			
Femmes au Canada : une mise à jour du chapitre sur le travail	avril 2002	89F0133XIF	gratuit

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Nos produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».